

RÉDACTION

BUREAU D'ABONNEMENTS

Lausanne, Rue de St-François 20.
On s'abonne, en Suisse, en Allemagne et en Autriche, dans tous les bureaux de poste. Les abonnements partent du 1^{er} ou du 15 de chaque mois.

PRIX D'ABONNEMENT

	Un an	6 mois	3 mois
Suisse	Fr. 20	10 50	5 50
Union postale	» 36	18 50	9 50

Prix du numéro : 10 centimes.

GAZETTE DE LAUSANNE

ET JOURNAL SUISSE

FONDÉ EN 1799

ANNONCES

HAASENSTEIN & VÖGLER

Lausanne, Place de la Palud 24

Montreux, Vevey, Genève, Neuchâtel, Chaux-de-Fonds, Fribourg, Saint-Maurice, Delémont, Bienne, Bâle, Berne, Zurich, St-Gall, etc.

PRIX DES ANNONCES

Pour l'étranger..... 25 centimes la ligne.
Pour la Suisse..... 20 centimes la ligne.

Toute lettre et tout envoi doivent être affranchis.

LAUSANNE, 10 novembre 1891.

Le plan de la « Ostschweiz ».

Le plan ferrugineux de la Ostschweiz est l'œuvre de son rédacteur, M. Baumberger, travaillant en collaboration avec M. le landammann Keel, député au Conseil national, un des leaders de la droite catholique.

La première lettre que la Ostschweiz a publiée, l'attribuant mystérieusement à un citoyen de la Suisse occidentale « autorisé et considéré » et qui a servi d'amorce au dialogue dont nous avons marqué les phases, a été écrite, dit-on, par M. Python, conseiller d'Etat de Fribourg, après entente avec son collègue, M. Menoud.

M. Vessaz a apporté ensuite l'acquiescement des radicaux vaudois.

M. Baumberger est un journaliste d'esprit et un homme très clairvoyant. Depuis que la Confédération s'est avisée de s'intéresser par une prise d'actions privilégiées aux chemins de fer du Jura et de la Suisse romande, M. Baumberger est désireux de la voir prendre pied aussi dans les chemins de fer de l'orient de la Suisse. Il craint que, s'occupant du Simplon, le département fédéral des chemins de fer n'oublie le Splügen. En sorte que, depuis bientôt deux ans, le rédacteur de la Ostschweiz a cherché à amener les députés de St-Gall et, en général, ses amis les députés catholiques à se faire un plan en matière de rachat, un plan qui décentralise et qui permette à la Suisse orientale de faire valoir ses intérêts avec autant de poids et d'action directe que la Suisse romande et Berne. C'est pour cela qu'il a fait de l'abandon d'une fusion entre le Jura-Simplon et le Central une condition sine qua non de l'abandon de l'achat du Central, réseau entier. En vérité, si jusqu'ici il a combattu avec tant d'ardeur pour cet achat soit ratifié par le peuple, c'est avant tout pour que cette fusion soit rendue impossible.

M. Baumberger avait l'oreille de M. Keel, un esprit alerte aussi et un homme de ressource, qui tient au Conseil national une grande place. M. Keel est un des quatre administrateurs du Jura-Simplon nommés par la Confédération. Il est partisan de la nationalisation, mais à la condition que la situation de St-Gall ne soit pas sacrifiée.

MM. Baumberger et Keel manœuvrent très bien. Saint-Gall était passablement isolé dans la compétition d'intérêts que la nationalisation projetée a fait surgir. Il était donc naturel que Saint-Gall cherchât des alliés, fût-ce à Fribourg et à Lausanne, pour que Splügen et Simplon marchent d'accord.

Aussi bien n'avons-nous rien à reprocher aux Saint-Gallois. Mais nous voudrions être aussi certains que M. Vessaz et ses amis ne nous fourveroyent pas une seconde fois.

Car enfin, cette fusion du Central et du Jura-Simplon dont Saint-Gall ne veut pas, M. Vessaz et ses amis la voulaient au contraire. Quand M. Keel votait l'achat du Central, réseau entier, pour empêcher la fusion, M. Paschoud le repoussait au contraire parce qu'il rendait la fusion impossible. Et voici maintenant M. Keel et M. Paschoud d'accord !

Nous ne comprenons pas ce qui, dans les propositions de la Ostschweiz, séduit si puissamment Lausanne et Fribourg et fait que la Revue et la Liberté les acclament dès aujourd'hui comme la solution vraie de la question du rachat. En fait, elles ne sont pas nouvelles.

L'Ostschweiz elle-même avoue n'avoir fait qu'un triage parmi les diverses propositions qui, en ces derniers temps, ont couru les journaux. Nous réservons, bien entendu, la question de savoir si elles sont réalisables, mais à supposer même que St-Gall, Vaud et Fribourg unis fussent assez puissants pour les imposer à la Confédération, nous ne saisissons pas quel profit nous retirerions de cette nouvelle campagne. Nous voyons bien ce que le Splügen gagne à solidariser ses destinées avec celles du Simplon; nous voyons moins clairement ce que gagnerait le Simplon à se solidariser avec le Splügen.

Il y a juste deux mois, le Conseil d'Etat du canton de Vaud, interpellé devant le Grand Conseil sur sa politique en matière de rachat, disait ceci : « Lorsque les Chambres fédérales ont autorisé, à la fin de 1889, le Conseil fédéral à acheter les actions privilégiées du Jura-Simplon, l'opinion publique de toute la Suisse a été généralement favorable à cette question. Elle y voyait une entrée prudente de la Confédération dans nos chemins de fer. Elle comprenait que les Chambres ne voulaient entrer dans la voie du rachat général qu'après une sage expérience des risques que la Confédération pourrait courir et de l'influence heureuse qu'elle pourrait exercer pour en améliorer l'exploitation. » Puis après avoir marqué la différence entre cette opération de « pénétration » et l'achat du Central, réseau entier, lequel entraînerait le rachat immédiat des autres lignes suisses, alors que « l'expérience qu'on devait faire de l'heureuse influence que la Confédération devait exercer sur l'amélioration de l'exploitation du Jura-Simplon n'a pas encore eu le temps de devenir concluante », le Conseil d'Etat terminait ainsi : « L'intérêt de notre canton exige que le rachat des chemins de fer n'ait lieu qu'après que tous les engagements pris à notre égard auront été tenus et, en tout état de cause, seulement après que le peuple suisse se sera prononcé formellement sur le principe même. »

Le Conseil d'Etat concluait donc à une politique d'attente et d'expectative. C'est ainsi que sa déclaration fut comprise de tous. « Si on avait consulté l'intérêt général au lieu d'obéir à la pression des rachatistes impatientes, qui attendent la nationalisation comme le vieillard Siméon attendait le Messie, disait la Revue, n'aurait-il pas conseillé de se tenir sur la réserve et d'ajourner toute opération de ce genre jusqu'au moment où l'on verrait plus clair dans le budget des compagnies et où l'on serait fixé sur les conséquences que doit avoir pour leurs recettes nettes l'augmentation des dépenses de construction et d'exploitation qui s'accuse déjà cette année, et qui s'accroîtra à proportion des exigences du public et de la sécurité à laquelle il a droit. » Et discutant avec la Berner Zeitung, dans une polémique acerbe, le même journal faisait remarquer qu'en réservant une décision sur la question de principe, le gouvernement vaudois visait une révision de la constitution, afin que non seulement le peuple, mais aussi les Etats confédérés, eussent leur mot à dire.

Voilà où nous en étions il y a huit semaines : on voulait donc rejeter le Central et ne pas engager la question du rachat d'avantage, par des opérations incidentes, avant que la Confédération eût fait ses preuves dans le Jura-Simplon et tenu ses engagements pour le percement de la montagne. Après quoi, ces preuves faites, on eût consulté le peuple suisse et cantons sur la question de principe.

Cette politique, esquissée par le Conseil d'Etat, est non seulement la plus prudente pour la Suisse romande dans la situation où elle se trouve ; mais elle est, en outre, conforme à l'intérêt général du pays et la seule correcte au point de vue du respect de la volonté populaire et du droit public fédéral.

Dans le programme de la Ostschweiz nous n'avons trouvé aucune des réserves formulées par le gouvernement vaudois. La Ostschweiz est partisan résolu du rachat : elle le veut immédiat, sans consultation préalable du peuple ni des cantons ; elle propose déjà tout un système d'administration des lignes nationalisées comme si le principe était résolu. Allons-nous passer expédient sans autre sur cette petite formalité de la révision de la constitution à laquelle, il y a deux mois, on attachait une importance si grande ?

Nous attendrions, pour nous prononcer, d'être renseignés sur ces différents points, en ajoutant seulement aujourd'hui qu'il nous paraît dangereux de compliquer une situation déjà fort embrouillée et d'engager l'avenir par une coalition dont l'utilité actuelle n'est pas démontrée.

Il faudrait donc se garder de rien précipiter.

Nous ne voudrions rien dire qui fût désobligeant pour nos confédérés de Saint-Gall, mais ils doivent comprendre qu'après l'aventure de la fusion, les enthousiasmes de MM. Vessaz, Menoud et Python nous inquiètent.

Il nous est déjà fait tondre de si près à Berne que nous sommes devenus très craintifs pour le peu de laine qui nous reste encore sur le dos.

Le banquet du lord-maire.

Londres, 9 novembre.

Voici les principaux passages du discours prononcé par lord Salisbury au banquet du lord-maire.

A propos de l'Irlande :

Nous sommes, dit-il, parfaitement satisfaits des résultats de notre politique en Irlande, et je pense que l'homme qui a été le plus particulièrement associé à cette politique, M. Balfour, peut se retirer en toute sécurité, après un labeur de quatre années.

Ce que nous avons vu récemment en Irlande n'a pas modifié nos opinions. Cela ne nous a pas conduit à penser qu'une législature autonome en Irlande se distinguerait par son caractère pacifique, par l'esprit d'ordre ni par l'affranchissement de la domination ecclésiastique. Je n'y vois donc aucune raison de modifier notre politique.

Sur la politique extérieure :

Je ne suis pas ici pour faire des prophéties ; je parle seulement du présent que je connais, et je puis dire qu'il n'existe pas à l'horizon le plus petit coin nuageux qui contienne en lui quoi que ce soit de nuisible au maintien de la paix. En fait, il semble que les nations, et l'on peut en juger par l'intérêt qu'elles prennent à cette question, modifient lentement leur but et leurs lois et que c'est la concurrence industrielle qui occupe en ce moment les chancelleries et les diplomates. Le grand sujet de méditation, c'est les traités de commerce qui doivent se terminer l'année prochaine, ainsi que les grandes questions du tarif que les divers nations vont adopter les uns envers les autres.

Quelles sont à cet égard les vues du Royaume-Uni ?

Les élections récentes aux Etats-Unis ont montré que la légère réaction qui s'était produite contre le protectionnisme avait perdu sa force. La colonie que nous pouvions citer comme partisan du libre échange, la Nouvelle-Galles du Sud, a, je le crains, modifié son attitude, et je crois qu'avant peu de temps nous aurons demandé Tracy.

Il faudrait aller beaucoup dans la maison de ma charmante amie, se faire inviter par la bonne tutrice, qui ne demande que ça, — car remarquez bien, Georges, qu'elle ne demande que ça, — et ne pas laisser le champ libre à... à... à... un vilain monsieur que je déteste, et qui, si vous n'y prenez garde, obtiendra ce que vous n'osez demander.

Tracy s'était redressé, son visage avait pris une expression si dure que Cécile en fut un peu effrayée. — Tout beau, Georges, dit-elle, ne vous enflammez point ! Il n'est pas ici !

— De qui parlez-vous ? dit-il d'une voix brève.

La jeune fille vit qu'il était sérieux, et en quelques mots, au milieu des allées et venues, elle lui raconta l'histoire des trois ou quatre derniers mois.

Le portrait de Lina avait été glorieusement mené à bien par Favières, qui n'était pas loin de le considérer comme son chef-d'œuvre ; mais Mme de Favières, qui avait un faible pour Aristide Bellet, l'avait invité à assister aux séances, sous prétexte d'amuser Mlle Lemartroy.

Il paraît que je ne suis pas, dit modestement Cécile en rougissant, car elle avait conscience d'avoir été tant soit peu différente d'elle-même dans les derniers temps ; Mme de Favières aime la poésie ; elle s'est coiffée de ce monsieur, je ne sais pas pourquoi, par exemple, car c'est bien le dernier... Mais tout le monde n'est pas pareil, comme dit la vieille cuisinière de Lina ! Enfin, il est venu, cet être déplaçant, il a récité un sonnet... et puis il a lu une nouvelle... pas mal, la nouvelle... ce sonnet était une espèce de déclaration à Lina, la nouvelle était un apologue transparent... vous voyez ça d'ici, le ver de terre amoureux d'une étoile ! Lina a été flattée. Il paraît que ça flatte, les apologues et les sonnets... Je ne puis pas savoir, on ne m'en a jamais fait.

Cécile, interrompit Tracy, votre amie est intelligente et fière ; il n'est pas possible que des moyens pareils aient agi sur elle.

— Eh ! eh ! vous n'en savez rien, mon cousin, vous

rons l'avantage d'être les seuls défenseurs du libre échange. Je ne doute pas que le commerce anglais y reste attaché. Les articles sur lesquels s'exercerait la protection sont surtout les articles de consommation répondant aux nécessités de toute la population. C'est pour moi une garantie absolue que nous ne reviendrons jamais à la protection.

Abordant la question d'Egypte, le premier ministre a dit :

Les déclarations faites récemment (par M. Gladstone) ont été singulièrement malheureuses et inopportunes. Je suis en position de connaître leur effet. Je sais qu'elles ont donné du courage à tous ceux qui n'aiment pas l'Angleterre et qu'elles ont fait de la peine à tous ceux qui désirent la prospérité de ce pays. Mais en parlant ainsi, je suis forcé d'admettre que, suivant moi, on attache à l'étranger trop d'importance aux déclarations dont je parle. On ne connaît pas le jeu de notre système électoral. On n'apprécie pas l'affranchissement des considérations commandées par un brûlant patriotisme, affranchissement dû à une responsabilité moindre, dû à une plus grande liberté.

Je voudrais dire un mot de la politique du gouvernement de Sa Majesté sur ce sujet, puisque le défi en a été porté. Cette politique est absolument la même que précédemment ; nous n'avons pas l'intention d'abandonner la tâche que nous avons entreprise. Nous, en tant que gouvernement, nous ne sommes pas responsables pour la situation de l'Egypte. Ce n'est pas nous qui y sommes allés.

Quand nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons trouvé les choses dans un état de confusion considérable, d'une confusion que la suite des années a rectifiée, mais nous savons qu'avant nous l'Angleterre a fait de grands sacrifices, qu'elle a répandu le plus précieux de son sang et dépensé son argent sans compter, afin de retirer l'Egypte de l'abîme dans lequel elle était tombée.

Si elle a fait cela seule, ce n'est pas de sa faute. Maintenant que le sang et l'argent ont été versés, alors que le but est sur le point d'être atteint, nous ne laisserons pas balayer notre œuvre comme un almanach de l'année précédente ; nous ne souffrirons pas que le pays que nous avons sauvé au prix de tant de sacrifices retourne à la condition d'anarchie, de confusion et de danger pour ses voisins où nous l'avons trouvé il y a seulement quelques années. Notre but n'est pas, comme on l'a prétendu, de rompre les liens qui unissent l'Egypte à la Porte ottomane ; loin de là. Nous voulons conserver à l'Egypte sa situation légale actuelle, la situation qui lui a été faite vis-à-vis de la Porte par les traités et par les firmans.

Mais nous voulons qu'en conservant sa situation légale, l'Egypte soit assez forte d'elle-même pour répondre toute attaque de l'extérieur et mettre fin à tous désordres intérieurs. Ceci ne peut être fait en un jour. Nous nous achèverons vers le but. Nous espérons sincèrement l'atteindre d'ici peu.

Peut-être, si nous sommes aidés par d'autres, nous arriverons plus vite. Peut-être, si l'on ne place pas d'obstacles sur notre chemin, notre tâche sera plus vite accomplie. Jusqu'à ce que nous ayons complété ce que nous avons entrepris, ce ne sera que la force d'un autre pouvoir qui empêchera l'Egypte de retourner à une condition qui l'exposait aux attaques des barbares du dehors et des intrigants de l'intérieur.

Ce pouvoir sera l'Angleterre. On a parlé d'arrangements et de conventions internationales, par lesquelles on pourrait atteindre le même but. Aucune garantie sur le papier ne serait utile ; aucune convention internationale n'empêcherait les barbares du désert de se livrer à leurs déprédations ; aucune convention internationale ne sauvegarderait l'Egypte des écueils auxquels l'expose sa situation particulière au point de vue de son administration intérieure.

L'Egypte est placée dans cette singulière situation que la multiplicité des ingérences étrangères empêche l'administration ordinaire de son gouvernement ou de sa justice, et que de ce fait même les opinions, les passions des habitants, qui sont de races variées, ont le jeu libre. Aucune convention internationale n'empêcherait les manœuvres patriotiques des représentants étrangers ou les intrigues des colonies étrangères.

Voilà des dangers auxquels l'Egypte est constamment

exposée, et moi ! On ne vous en a jamais fait ! Mais évidemment, cela n'aurait pas suffi ; il y a eu autre chose. L'admiration profonde, l'hommage venu d'en bas, l'enthousiasme ont si abîmé ce monsieur pour qu'on le relève... La princesse qui fait asséoir un poète sur son trône éprouve une jouissance que les simples mortels ne connaissent pas... Je vous livre cette réflexion, Georges, mais je ne vous la donne pas comme étant de moi : c'est M. Vallencour qui l'a faite avant-hier soir. Et puis, M. Bellet joue la modestie ; il parle de sa bonne mère et de ses débuts difficiles... il est très éloquent sur ce chapitre-là ! Si vous l'entendez ! Georges, ne tirez pas comme ça sur vos favoris, vous allez les arracher !

Cécile riait d'un petit rire inquiet ; le visage de Tracy s'était assombri et portait maintenant une expression qu'elle n'avait jamais vue. Il la regarda, vit qu'elle était émue et s'efforça de sourire pour la rassurer.

— Vous savez bien, reprit-elle, qu'ici tout le monde vous aime : papa raffole de vous et nous donnerait toutes les six poutres que vous soyez son fils ; vous connaissez maman... Mme Vallencour et son mari ont beaucoup d'amitié et d'estime pour vous.

— Oui, je sais, je vous remercie, Cécile, de me dire tant de bonnes choses, mais je suis marin... On m'a dit, et c'est ce qui m'impose le silence, que M. Lemartroy ne voulait pas donner sa fille à un marin.

— Croyez-vous, fit lentement Cécile, que si elle vous aimait...

Il posa une main ferme sur le bras de sa cousine.

— Ne parlons pas de cela, fit-il en détournant les yeux. Si elle... Ne parlons pas des choses impossibles... Ne me parlez pas non plus de renoncer à ma carrière.

— Pourtant, fit la jeune fille impétueusement, qui veut la fin veut les moyens...

— Oh ! reprit-il, ce n'est pas par un vain chauvinisme. Je sens que je pourrais servir mon pays ailleurs que sur le pont d'un navire ; mais, tant que je serai na-

ment exposée, et il est indispensable que l'exemple, les habitudes d'une politique plus savante lui apprenne à se gouverner avant qu'il ne lui soit permis de se défendre seule contre tous ces dangers. L'engagement du dehors qui ont critiqué notre politique à bien se convaincre que cette question ne sera pas réglée au gré des jalousies auxquelles un parti est toujours exposé.

Et lord Salisbury a terminé par ce trait à l'adresse de M. Gladstone :

Je sais parfaitement qu'on a dit que nous étions un cabinet à l'agonie, et s'il en est ainsi, je n'ai qu'à faire comme Charles II, à vous demander pardon de vous faire attendre si longtemps ma fin. D'un autre côté, je ne crois guère aux prophéties, et je me méfie surtout du verdict d'un médecin, si habile qu'il soit, qui se trouve justement être l'héritier du soi-disant moribond.

Paris, 10 novembre.

Le Temps commente en ces termes le passage du discours de lord Salisbury relatif à l'Egypte :

Il ne s'est pas contenté d'accuser — l'insinuation est plus perdue qu'habile — d'accuser le patriotisme de MM. Gladstone et John Morley, qui ont le tort impardonnable de vouloir tenir des engagements solennels pris à la face de l'Europe. Il a inventé une théorie à deux tranchants destinée à justifier l'occupation indéfinie de la vallée du Nil par l'Angleterre.

On nous permettra de ne pas prendre trop au sérieux l'argument tiré du « sang précieux et des trésors » prodigués par l'Angleterre en Egypte ; sur le premier point, en dépit des exagérations de ce *miles gloriosus* qui a nom lord Wolsley, on sait que Tel-el-Kebir est une victoire, nous ne dirons pas au rabais, mais à bon marché. Sur le second, la maison de banque Fröhling et Goshen pourrait donner l'autre côté du compte, celui des profits réalisés.

Quant à la prétention de rester en Egypte tant que l'œuvre de relèvement et de consolidation que s'est assignée le cabinet de Saint-James ne sera pas accomplie, de deux choses l'une : ou en après de dix ans cette mission philanthropique a été accomplie, et alors l'heure de l'évacuation a sonné, ou elle ne l'est pas encore, et alors elle ne le sera jamais, et ce n'est pas ce vain prétexte qui justifiera un manque de parole trop évident.

Lettre de Paris.

(De notre correspondant particulier.)

Paris, 10 novembre.

M. Lafargue élargi. — Le budget de l'instruction publique. — Le discours de M. de Rudini.

L'incident Lafargue, d'où pouvait résulter un embarras sérieux pour le gouvernement, s'est dénoué facilement, et sous une seule réserve, d'importance secondaire, d'une façon correcte. Il y avait deux intérêts en jeu, le premier, d'éviter autant que possible un débat irritant et d'empêcher le parti socialiste-révolutionnaire de poser M. Lafargue en martyr de ses idées ; le second, plus capital, de ne pas laisser entamer la légalité pour fermer la bouche à l'opposition.

La solution intervenue paraît tenir compte de ce double intérêt. Si M. Lafargue a été mis en liberté, c'est à titre provisoire, et par application de la disposition de la loi constitutionnelle de 1875, qui permet à la Chambre de réclamer la suspension, pendant une session parlementaire de la condamnation encourue par un de ses membres.

Il n'y a donc là aucune entorse donnée à la loi. Il n'y en aurait pas eu non plus, il est vrai, si une décision du président de la République avait gracié le prisonnier de Sainte-Pélagie, mais une mesure semblable aurait eu une toute autre signification, en paraissant tout au moins impliquer que la justice ou l'équité

rin, je ne puis me présenter, et je ne puis pourtant pas lui dire que si j'avais le bonheur d'être agréé, je quitterais peut-être le service... On fait de ces choses-là, on n'en parle pas d'avance.

Un bruit de voix annonçait l'arrivée de nouvelles visiteuses.

— Enfin, dit rapidement Cécile, même si vous ne deviez jamais l'épouser, votre devoir de galant homme serait de la défendre contre les entreprises d'un sot... qui, de plus, est peut-être malhonnête... et en tout cas fort déplaisant. Si vous ne le faites pas, vous n'êtes plus mon cousin !

— Je le ferai, répondit Tracy dont les yeux étincelaient.

Mme Vallencour entra avec Lina. En les voyant, Cécile eut peur d'avoir été entendue ; une vive rougeur couvrit son visage, et elle embrassa son amie avec une précipitation confuse. Tracy, pris au dépourvu comme elle, s'inclina sans embarras, mais aussi avec une sorte de gaucherie qui lui donnait l'air d'un coupable.

Lina la regarda l'un et l'autre et pensa qu'elle troublait un tête-à-tête ; la pensée que le jeune marin pouvait être amoureux de Cécile lui parut nouvelle et légèrement désagréable ; les regards de Georges, ses attentions silencieuses lui avaient appris à le considérer comme un de ses admirateurs ; elle était loin de se douter de la passion respectueuse et profonde qu'il nourrissait pour elle, mais un si brusque changement la déconcertait. Avec un regard plus froid que de coutume, elle passa devant lui pour aller saluer Mme Barly.

— Nous avons défilé ! dit tout bas Cécile à son allié. N'avez-vous pas honte, Georges, de vous conduire comme un simple potache ? Si vous lui laissez croire que vous vous occupez de moi, nous serons bien avancés ! Allez, faites votre cour, soyez hardi ! qu'il n'y ait plus le moindre doute ; et moi, je vais vous faire inviter à dîner. Et le monsieur au sonnet n'y sera pas, je vous en réponds ! Mais allez donc !

FEUILLETON DE LA GAZETTE

11

L'HÉRITIÈRE

par HENRY GRÉVILLE

— Vous perdez votre temps ; elle ne vient jamais avant quatre heures, et il n'en est encore que trois et demie.

Cette fois, Tracy rougit. Cécile, malgré son espérance, sentit aussi son front s'empourprer.

— De qui parlez-vous ? fit-il en s'efforçant de faire bonne contenance.

La jeune fille reprit son aplomb en le voyant si troublé, et se posa devant lui en manière de président de cour d'assises.

— Accusé, fit-elle, c'est à vous de répondre, et non à moi. Ce n'est pas moi qui guette à la fenêtre l'arrivée de certain couple... ce n'est pas moi qui suis d'humeur sombre, lorsque certaine demoiselle ne vient pas un jour de ma tante...

Un léger brouhaha annonça dans le salon voisin qu'une visiteuse se levait pour quitter Mme Barly. Cécile, laissant son cousin déconforté devant la table à thé, courut au-devant de la dame pour lui présenter son front et la conduire jusqu'au seuil de l'antichambre, puis revint à ses tasses et à ses petites cuillers.

Tracy gardait le silence, en tirant tour à tour ses favoris ; Cécile le regardait du coin de l'œil, sans en faire mine.

— Voulez-vous que je vous dise ma façon de penser, Georges ? fit-elle tout à coup à demi-voix ; eh bien ! mon cœur est avec vous, comme disait le prince de Galles ; et mon cœur étant avec vous, mon devoir d'alliée est de vous venir en aide...

— En aide... à quoi ? demanda Tracy avec une obstination admirable à ne pas comprendre.

Elle le foudroya d'un regard de ses yeux bleus, qui

riaient malgré elle.

— Vous mériteriez, monsieur, fit-elle, que je montasse... montasse, monsieur, c'est un subjonctif, entendez-vous ? — que je montasse sur mes grands chevaux et que je refusasse... refusasse, monsieur ! — de répondre à votre insidieuse question. Mais j'ai pitié de vous ! Vous dirigez si mal vos affaires ! Et moi, je veux votre bien... Regardez-vous un peu dans cette glace... là, en face de vous ! — et dites-moi si vous avez la figure d'un jeune homme dont la cousine ne veut que le bien ! Vous ne méritez pas votre bonheur, Georges ! Oh ! pour cela, non !

Quoiqu'il fut très ennuyé, Tracy ne put s'empêcher de sourire ; Cécile tenait ses yeux baissés sur l'assiette de petits gâteaux qu'elle arrangeait coquettement, mais elle vit fort bien le sourire, et continua, pendant que la conversation de trois ou quatre dames dans le salon lui était toute inquiétude d'être entendue.

— Ce n'est pas tant, reprit-elle malicieusement, que je m'intéresse à vous, s'il faut parler franc ; mais c'est à ma charmante amie... Si vous n'étiez pas officier de marine, vous pourriez être utile à quelque chose ; mais un officier de marine, à quoi cela peut-il servir ? C'est toujours parti !

Elle haussa les épaules avec un petit mouvement de dédain très comique ; Tracy l'écoutait attentivement. Un monsieur passa, le chapeau à la main ; Cécile répondit gravement à son salut et fit mine de compter les morceaux de sucre dans le sucrier ; quand l'intrus se fut assis et que la conversation eut repris à côté, elle continua :

— C'est toujours parti, un marin ; et quand c'est à terre, ça ne voit pas grand chose... l'habitude de regarder dans une lunette... Elle esquissa des yeux mais le geste du pilote interrogeant l'horizon... On ne sait plus ramener ses yeux sur les objets voisins !... Et alors, on se met aux fenêtres pour découvrir un certain couple, quand c'est tout autre chose qu'il faudrait faire.

— Et que faudrait-il faire, ma savante cousine ?

CANTON DE VAUD

GRAND CONSEIL

Séance du 10 novembre.

Il est donné lecture de trois pétitions. La première, de la commune d'Oulens, près Lucens, réclame à l'Etat un subside pour l'achèvement d'une route; la seconde, signée par quelques citoyens d'Ormont-dessus, demande au Grand Conseil de ne pas autoriser l'expropriation des terrains pour l'agrandissement du cimetière de ce village; la troisième est relative à certains procédés trompeurs mis en œuvre dans les ventes aux enchères publiques.

ROUTES ET COURS D'EAU

M. THÉLIN rapporte sur le décret relatif aux constructions de routes et aux corrections fluviales à exécuter en 1892. C'est un chapitre important du budget cantonal. Les crédits demandés pour les routes s'élèvent à 423,740 francs; sur cette somme, 70,350 francs seront remboursés par les communes. Il reste donc 353,390 francs à la charge de l'Etat. Le nombre des chantiers qui travailleront en 1892 est de 63, dont 42 pour des routes cantonales et 23 pour des routes communales construites avec des subsides de l'Etat. Pour les routes cantonales, la dépense prévue est de 360,300 francs; les subsides aux communes s'élèvent à 53,440 francs et les frais généraux de service à 10,000 fr.

Au nombre des entreprises nouvelles dont l'exécution doit commencer en 1892, figurent plusieurs constructions ou corrections de routes voies la veille par le Grand Conseil. C'est le cas, par exemple, de la route projetée d'Epesses à Chexbres et de la correction de la route de Lausanne à Chailly, dans la rampe de Bèthusy.

Pour la correction des lacs et cours d'eau, les crédits demandés s'élèvent à 187,400 francs. Il faut en déduire 7750 fr. pour remboursements divers. Reste à la charge de l'Etat 179,650 fr.

Le décret est adopté sans amendements et sans discussion.

CIMENTÈRE D'ORMONT-DESSUS

M. MICHEL présente un rapport très complet sur la question de l'agrandissement du cimetière d'Ormont-dessus, qui est à l'étude depuis quinze ans et qui a fait déjà couler des flots d'encre.

Le cimetière actuel, qu'il s'agit d'agrandir, est situé à côté de l'église et à proximité immédiate de la maison d'école, de l'auberge communale et d'une pension. Le terrain en est humide et à certaines époques de l'année, les fosses, à peine creusées, se remplissent d'un ou deux pieds d'eau. Il semblait donc indiqué de chercher d'autres emplacements à quelque distance du village. Mais on affirme qu'on ne trouve rien, que les emplacements proposés jusqu'ici sont ou marécageux, ou pierreux, ou trop en pente, ou exposés à des érosions, ou d'un abord difficile. Municipalité, conseil général, voyer, prêtre, pasteur, départements de l'intérieur et de l'agriculture, bureau de police sanitaire, commission du Grand Conseil, tout le monde s'est occupé de la question sans lui trouver une solution nouvelle. Le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil d'accorder à la commune l'autorisation d'exproprier les terrains nécessaires à l'agrandissement du cimetière, et la commission est du même avis. Elle désire cependant que les pétitions qui se sont opposées à cet agrandissement soient jointes au dossier afin qu'il puisse être tenu compte de leurs objections dans la mesure du possible.

M. BUSSET, député des Ormonts, n'est d'accord ni avec le Conseil d'Etat ni avec la commission du Grand Conseil. Il fait ressortir les inconvénients très graves de l'agrandissement projeté, affirme que pour peu qu'on le veuille on trouvera d'autres emplacements et demande le renvoi de la discussion au mois de mai, afin que la commission puisse de rechef étudier la question sur place.

M. DEBONNEVILLE, conseiller d'Etat, s'oppose vivement à ce renvoi. La correction a été étudiée sous toutes ses faces, dit-il, et un nouvel examen est inutile. Selon lui, il n'y a eu, dans cette affaire, que des oppositions nées d'intérêts particuliers; aucune ne représente les intérêts généraux de la commune. D'autre part, il y a urgence à prendre un parti; le cimetière est plein et on a déjà dû creuser des fosses sur des tombes qui ne datent pas de trente ans. Il faut trancher le débat une fois pour toutes.

Malgré un nouveau discours de M. Busset, l'entrée en matière est votée et le décret adopté.

PRIX DU SEL

M. le Dr HERR, député de Lausanne, rapporte sur la pétition du citoyen J. Bezengon, de Valleyres-sous-Montagny, demandant l'abaissement du prix du sel. La question est vieille; elle a déjà occupé le Grand Conseil en 1839, en 1876, en 1882, en 1886, et trois fois dans le cours de la législature actuelle. Le rapporteur ne veut pas reprendre tous les arguments avancés pour ou contre l'abaissement du prix du sel. Ce prix lui paraît bien un peu élevé, comparé à ce qu'il est dans d'autres cantons, et il pense qu'il y aura lieu, une fois ou l'autre, de diminuer cet impôt indirect. Mais dans le moment actuel, on ne peut pas demander davantage à l'impôt direct et il faut s'en tenir à ce qui existe. Du reste on a fait droit aux justes revendications des agriculteurs en mettant à leur portée, à un prix réduit, du sel pour le bétail. Laissons ce système nouveau fonctionner pendant quelque temps, on pourra toujours aviser plus tard.

La pétition est renvoyée au Conseil d'Etat à titre de renseignement.

EXPROPRIATION A CHESEAUX

Une société immobilière qui s'est fondée à Cheseaux pour assainir les terrains de la partie orientale de ce village a demandé à l'Etat l'autorisation d'exproprier les terrains nécessaires au passage d'une canalisation d'eau. La municipalité de Cheseaux et divers particuliers ont fait opposition à ce projet, lequel est soutenu, d'autre part, par une forte majorité du conseil général de la commune.

La commission du Grand Conseil, dont M. Pernoux présente le rapport, s'est rendue sur les lieux, a examiné les objections des opposants et les a trouvées mal fondées. Elle propose d'accorder l'autorisation d'exproprier.

Adopté sans débat.

MATIÈRES EXPLOSIVES ET INFLAMMABLES.

Sur le rapport de M. VAN BERCHEM, le Grand Conseil proroge pour cinq ans les pouvoirs accordés au Conseil d'Etat pour statuer, par des arrêtés et des règlements, sur les mesures de police à prendre en vue de parer aux dangers d'explosion et d'incendie pouvant résulter de la manipulation ou du transport des matières explosives et inflammables.

Ces pouvoirs datent du 31 janvier 1878. Ils ont déjà été renouvelés deux fois. La troisième prorogation les rend valables jusqu'au 31 décembre 1896.

NATURALISATIONS.

Le Conseil d'Etat prononce six décrets de naturalisation en faveur des personnes suivantes: Joseph Barthélemy Bessero, Italien, plâtrier à Bex; — Edouard-Wilhelm Weller, Wurtembergeois, secrétaire d'hôtel à Montreux; — Ernest Orsinger, Badois, cuisinier à Montreux; — Camille Piccard, Alsacien, négociant à Lausanne; — Charles-Jules Dieterlé, Wurtembergeois, jardinier à Morges; — Georges Riede, Badois, tripiier à Lausanne.

Ces décrets sont adoptés sur le rapport conforme de M. Jules GLARDON, député de Vallorbes.

LA RÉPRESSION DES CONTRAVENTIONS

M. ROCHAZ, député d'Orbe, présente un fort intéressant rapport sur le projet de loi concernant la répression des contraventions en matière administrative.

Cette loi est déjà venue devant le Grand Conseil le 4 février dernier. Mais au cours du premier débat, M. Louis Paschoud avait demandé que le Conseil d'Etat la repart pour la compléter par des dispositions uniformes sur la valeur juridique des rapports et procès-verbaux constatant les contraventions.

La question a été de nouveau étudiée par le Conseil d'Etat, puis renvoyée à la commission pour examen. Comportant l'importance et la difficulté du travail, la commission a fait appel aux lumières de MM. Aloys de Meuron et Louis Paschoud. Avec l'aide de ces deux juristes et avec l'appui de M. Virieux, conseiller d'Etat, elle a encore remanié et complété le projet.

L'exposé des motifs du projet de loi indique quel est son but. Avant 1832, les juges de paix, qui réunissaient alors à leurs fonctions judiciaires celles d'agents du pouvoir exécutif, avaient la compétence de prononcer des amendes dans divers cas de contraventions administratives.

En 1832, les préfets furent chargés, par arrêté du Conseil d'Etat, de prononcer ces amendes, sauf recours aux tribunaux; puis en 1837 une loi vint régler cet état de choses. Le projet de loi de 1837, discuté en 1836, ressemblait à celui qui est proposé aujourd'hui, en ce sens qu'il n'instituait primitivement pas de recours aux tribunaux de police, contre le prononcé du préfet. Il disait à son article 3: « Si le contrevenant refuse de se présenter devant le préfet, ou si dans le délai de 10 jours, il ne se soumet pas au prononcé de l'amende par ce magistrat, celui-ci transmet d'office l'affaire au tribunal de district. »

Le prononcé du préfet serait ainsi tombé de lui-même, sans qu'il y eût recours.

Ce système ne plut pas à la commission de 1836. Cette commission partait de l'idée qu'il fallait simplifier les prononcés, éviter des frais à la charge de l'Etat.

Dans la plupart des cas, disait-elle, les contrevenants, pour une cause ou pour une autre, ne se présenteront pas devant le préfet ou ne déclareront pas expressément qu'ils se soumettent à son prononcé. Le contrevenant qui ne veut ou ne veut pas payer l'amende, ne comparait pas même à l'audience du préfet, et l'on retomberait dans l'ancien système du prononcé par le tribunal, qu'on a envie d'abandonner.

Le projet de 1836 fut modifié et l'on introduisit le système du recours au tribunal contre le prononcé du préfet.

Aujourd'hui que la loi de 1837 a été mise en pratique depuis plus de 20 ans, on en reconnaît les défauts. Le système des recours au tribunal de police a amené des conflits entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire, grâce au vague dans lequel il laisse leurs attributions respectives. C'est pourquoi le projet actuel, revenant à celui de 1836, supprime le recours et évite même d'employer ce terme. Il s'agit en effet de deux autorités d'un ordre absolument distinct et il ne saurait appartenir à l'une de contrôler les actes de l'autre.

La commission estime que le projet est juridiquement dans le vrai en supprimant le recours à l'autorité judiciaire contre un prononcé administratif.

Quant à la valeur juridique des rapports et dénominations, la commission s'est rattachée au système de la loi fédérale de 1849. En principe elle accorde aux rapports des agents de police, gendarmes et préposés assermentés une certaine prééminence; elle admet que le rapport est censé vrai, mais ne lui accorde pas la valeur d'un acte authentique. Elle entend permettre qu'à l'audience du préfet un débat puisse avoir lieu pour arriver à la vérité.

La commission n'est pas partisan de la nécessité de l'inscription de faux pour pouvoir discuter un rapport. Elle craint les longueurs de la procédure pénale et toutes les conséquences de l'inscription de faux. Un rapport peut être inexact, exagéré, sans être complètement faux; il peut contenir quelque erreur importante. En matière pénale, le rapport ne fait pas loi jusqu'à inscription de faux. Il doit en être de même en matière de contravention administrative. Le dénoncé doit donc pouvoir discuter la dénonciation et se disculper éventuellement déjà devant le préfet.

En résumé, le système de la commission est le suivant:

Les gardes-champêtres, les gardes-forestiers, les inspecteurs, commissaires, préposés et agents de police institués par une loi ou par un règlement, et en général tous les fonctionnaires auxquels la loi confère des attributions de police judiciaire, sont chargés de la poursuite des contraventions.

Les rapports sont adressés au préfet dans les 48 heures de la découverte de la contravention, sous peine de nullité. Le préfet atteste la date du dépôt du rapport.

S'il y a un séquestre des choses faisant l'objet d'une contravention ou ayant servi à la commettre, l'agent ou préposé de police dressé procès-verbal de ses opérations, qu'il joint au rapport.

Le procès-verbal et le rapport sont signés par le préposé ou agent de police et par le contrevenant, s'il peut être atteint. Si le contrevenant est inconnu ou s'il refuse de signer ou de se présenter, il en est fait mention.

Les rapports dressés par les préposés ou agents de police font pleinement foi de leur contenu, aussi longtemps que le contraire n'a pas été prouvé. La preuve contraire opposée au rapport dressé officiellement n'est admise qu'autant que le prévenu n'a pas reconnu le rapport exact au moment où il a été dressé, ou s'il s'est formellement inscrit en faux contre le rapport.

Toutes ces dispositions sont tirées de la loi fédérale de 1849. Elles font l'objet d'articles supplémentaires insérés dans le projet.

En premier débat, la loi est adoptée sans discussion avec tous les amendements proposés par la commission.

Sur la demande de M. BOICAT, ces amendements seront imprimés et distribués avant le second débat.

PERSONNALITÉ MORALE

M. Georges ROCHAZ présente un rapport sur un décret conférant la personnalité morale à l'Union ouvrière de Nyon.

Cette société n'est pas ce que son titre pourrait faire croire. C'est une simple société de secours mutuels. Elle a été fondée en novembre 1885. D'après l'article 1^{er} de ses statuts, elle a pour but « de rapprocher et de réunir par un lien amical et fraternel tous les travailleurs, de contribuer au bien-être de ses membres en leur assurant consolation et secours en cas de maladie ou de malheur, et de resserrer davantage les liens d'une solidarité matérielle et morale. »

L'article 2 dispose que « tout esprit de parti et de secte est écarté avec soin; que la société ne peut s'occuper d'aucun objet étranger à sa mission et que toute question politique ou religieuse est rigoureusement interdite. »

Le décret est voté sans opposition.

Le Grand Conseil a eu ce matin une courte séance dans laquelle il a voté l'acquisition de deux nouvelles sources d'eau pour l'asile de Cery; — un décret sur le mode de rétribution des préposés aux poursuites et aux faillites (les préposés ne recevront, pour toutes choses, que les émoluments fixés par le tarif

fédéral); — des modifications à la loi sanitaire de 1886 (suppression de la marque apposée sur les cornes du bétail).

Le projet de « loi sur le service d'Etat », présenté par M. Barbey, a été renvoyé à une commission.

Parquet. — La chancellerie nous fait savoir que le Conseil d'Etat procédera, à partir du 16 novembre, à la nomination d'un substitut du procureur-général, en remplacement de M. Gross, appelé à d'autres fonctions.

CHATEAU-D'OËX. (Corr.) — Un jeune homme de vingt-et-un ans, David Henchoz, qui avait en la malencontreuse idée d'aller, dimanche dernier, à la chasse au chamois, a été tué dans des circonstances mystérieuses. S'étant avancé, sans armes, sur le versant fribourgeois de la chaîne du Vanil-Noir, il a reçu tout à coup, et sans avoir vu personne, une balle qui lui a traversé le ventre de part en part. D'autres projectiles ont sillonné autour de lui et de son camarade de chasse, lequel s'est enfui, sur la demande du blessé, pour annoncer la nouvelle de l'accident. Quand les parents et amis arrivèrent quelques heures après sur le lieu du sinistre, Henchoz était déjà mort.

C'est la première fois que le malheureux allait à la chasse.

La justice informe et M. le préfet de Bulle s'est rendu sur place, afin de procéder aussi de son côté à une enquête.

YVERDON. (Corr.) — Vous avez annoncé, dans un de vos derniers numéros, qu'une vente en faveur de l'enfance abandonnée dans le VIII^e arrondissement ecclésiastique s'organiserait à Yverdon. Cette vente est définitivement fixée au mercredi 16 décembre prochain. Tous les amis de l'enfance malheureuse, de toutes les infortunes la plus digne de pitié, prendront bonne note de cette date et rivaliseront de zèle, nous en sommes certains, pour assurer la réussite de cette entreprise.

CORCELETES. — Dans la nuit de samedi à dimanche, un malfaiteur a coupé la queue d'une vache, dans l'écurie de M. Mercier, fermier à Corcelettes.

SYENS. — La cure de Syens a été inaugurée samedi dernier en grande pompe. Six conseillers d'Etat, deux préfets, les députés du cercle, des délégués du Synode, les autorités communales assistaient à la cérémonie.

LAUSANNE

Université. — Le cours public de chimie agricole (les sources naturelles et artificielles de la nutrition azotée des végétaux) de M. le professeur Chuard commencera vendredi 13 novembre à 11 heures, dans l'auditoire de chimie de la Cité.

Pour les incendiés. — La Fanfare lausannoise et le Frohsinn nous ont remis pour les incendiés 100 francs, montant d'une quête faite dimanche soir à Tivoli.

Nous recevons également, pour Selamsoit, 87 fr. 25, produit d'une petite soirée musicale et littéraire donnée par quelques amateurs, chez Mme Vitzo, à la Victoire, Morges.

M. le pasteur Yersin nous envoie 74 francs, montant d'une collecte faite à l'Eglise libre d'Ormont-dessus, à partager par moitié entre Meiringen et Selamsoit.

Conférences. — Le programme annonçait une « courte histoire de la propriété en France ». — C'est plutôt « de la saleté » qu'il faudrait dire, comme nous l'on prouvé les récits de M. Garriga, qui a beaucoup fait rire son auditoire. Il nous a aussi été divulgué de bien curieux mystères sur l'hygiène et la santé de Louis XIV, et sur la conduite de nos ancêtres à table, dont nous sommes loin de suivre l'exemple quant au menu et à la manière de se l'approprier.

« Ce qui tenait le plus à cœur aux gens de ce temps, a dit M. Carrara en terminant, c'est leur estomac. » Cet aphorisme peut servir de transition pour la conférence suivante, qui traitera de la gastronomie et de la cuisine.

Conférences. — Ce soir, à 8 heures, au Casino-Théâtre, première conférence musicale de M. Jacques-Dalcroze.

Théâtre. — Le *Misanthrope*, qu'on nous donne demain, n'a pas encore été joué à Lausanne. M. Scheler entend faire de cette représentation une véritable solennité littéraire. Il s'est procuré de fort beaux costumes et la mise en scène exacte de la Comédie française. En outre, et c'est l'essentiel, il a fait apparaître le chef-d'œuvre de Molière avec beaucoup de soin; le souffleur sera réduit à la portion congrue. M. Alphonse Scheler lui-même joue Alcèste, et on connaît trop son excellente diction pour douter que le rôle ne soit très bien tenu. M. Decosse, dont le talent est de plus en plus apprécié, fera Philinte, et M. Gustave Scheler, Oronte.

Le spectacle commencera par une scène du *Mercury galant*, de Boursault.

Espérons que les pensionnats viendront nombreux et que M. Scheler aura une belle salle.

CHRONIQUE SCIENTIFIQUE

LA TUBERCULOSE KLEBS.

La communication faite par le Dr Koch dans la *Medizin. Wochenschrift*, traitant de la purification de la tuberculine (I) en a provoqué une autre, non moins importante, due à M. le professeur Klebs, de Zurich.

L'auteur se voit dans la singulière obligation de défendre l'emploi de la tuberculine contre son propre inventeur; car les conclusions de M. Koch, on s'en souvient, ne faisaient pas entrevoir un grand progrès réalisé par sa méthode de purification. M. Klebs, qui a toujours travaillé de concert avec M. Koch, a suivi un chemin abandonné par celui-ci.

Les effets désastreux de la lymphé Koch sont dus à la présence de certaines bases organiques peu connues, les ptomaines, qui donnent des précipités avec quelques sels métalliques. La tuberculine purifiée par l'élimination de ses principes toxiques, subit une extraction par le benzol et le chloroforme. Le produit ainsi obtenu, injecté à des animaux rendus tuberculeux, a non seulement arrêté la marche de la maladie, mais a permis de reconstituer les tissus nécrosés et a complètement fait disparaître la bacille.

Le principe était donc acquis, dit M. Klebs, que, contrairement à la supposition de Koch, la lymphé brute devait contenir des substances, au moyen desquelles la guérison de la tuberculose était certaine. Or, une substance capable, non seulement d'arrêter les progrès d'une maladie pareille, mais d'amener une restitution intégrale des tissus détruits par celle-ci, chez les animaux, doit nécessairement agir dans le même sens sur l'homme.

Le procédé de purification par extraction a cependant ses difficultés et ne réussit pas toujours très bien. M. Klebs, avant d'entreprendre des essais sur l'homme malade, a cherché des améliorations techniques et préconise la méthode de la précipitation.

« La substance active que j'ai appelée, en vertu de

(1) Voir la Gazette du 30 octobre.

ses propriétés destructives sur la bacille de la tuberculose, la *tuberculoïne*, peut être extraite des précipités par de l'eau. Ses propriétés chimiques ainsi que ses effets physiologiques restent inaltérés; le sublimé seul donne avec l'albume un corps insoluble à l'eau, comme c'était le cas chez Koch avec son précipité au tannin. Les lymphes obtenues par ces procédés présentent des combinaisons chimiques entre l'albume et les corps servant à la précipitation; quelques-uns de ces produits peuvent être utilisés thérapeutiquement. Elles se distinguent par leur parfaite innocuité, n'entraînent aucune réaction fébrile et produisent en très peu de temps une amélioration notable de l'état général des tuberculeux: la fièvre hectique et les sueurs nocturnes disparaissent, l'appétit et le poids augmentent et les phénomènes catarrhaux dans les poumons, avec leurs signes apparents, la toux et l'expectoration, diminuent d'une manière frappante et rapide. Les bacilles deviennent granuleux, perdent de leur volume et finalement font tout à fait défaut. Chez plus de trente personnes phthisiques ainsi traitées, aucune réaction fâcheuse ne s'est jusqu'à présent montrée. Des résultats définitifs ne pourront être acquis qu'après une plus longue période d'observations. »

Les expériences faites lors de la première publication de la découverte du docteur Koch engagent M. le professeur Klebs à ne pas rendre son remède accessible à tout le monde. Il tient avant tout à multiplier ses observations. Ne se croyant pas cependant autorisé à en priver les malades, il a remis sa tuberculoïne, préparée par lui-même, à quelques médecins, qui se sont engagés à lui rendre un compte très exact sur les effets observés, lui permettant par ainsi d'un contrôle de la marche du traitement dans chaque cas individuel. M. Klebs nomme les docteurs Charles Spengler à Davos et Nolda à Montreux.

Jusqu'à présent M. Klebs s'est toujours servi de la lymphé brute de Koch, préparée par M. Libbertz, et ne changera en rien sa méthode de purification, afin d'obtenir la plus grande stabilité et invariabilité du remède; mais il n'exclut nullement la possibilité de faire une préparation semblable à la sienne en se basant sur les indications qu'il a publiées.

C. BURER.

LES LIVRES

UN TÉMOIN DES DEUX RESTAURATIONS (Edmond Gérard). Fragments de journal intime, publiés par Charles Bigot. — Paris (26, rue Racine), chez Marpon et Flammarion.

On se souvient du *Journal d'un étudiant sous la Révolution* que publiait, il y a deux ans, M. Gaston Maugras (Calmann-Lévy, éditeurs). Le *Journal* que publie aujourd'hui M. Ch. Bigot est du même écrivain. M. Edmond Gérard, mais combien changé! Quand le jeune étudiant protestant de Bordeaux arrivait en 1789 à Paris pour y terminer ses études, il avait été pris de la fièvre révolutionnaire. Il avait applaudi à la prise de la Bastille, naïvement tenu Louis XVI pour un traître et cru docilement à la nécessité des massacres de septembre pour le salut de la France par la République. Il avait même, lui, un lettré et un homme d'études, pris un fusil pour aller, à l'armée des Pyrénées, combattre les émigrés et les tyrans coalisés qui prétendaient replacer la France sous le joug d'une royauté détestée.

Il est vrai que l'enthousiasme guerrier n'avait pas duré. La campagne terminée, Edmond Gérard jetait sa giberne et rentrait chez lui. Il était riche du fait de son père, indépendant par conséquent et pas obligé de travailler pour vivre; il résolut de suivre ses goûts et s'adonna aux lettres, libre, heureux, lisant, méditant, rêvant, rimaient à l'occasion, curieux de toutes les choses de l'esprit, se laissant vivre avec l'insouciant épicurisme d'un vrai Bordelais. Pourtant, il s'était astreint à un devoir dont il s'acquittait strictement: la rédaction de son *Journal intime*. De 1799 à 1831, ce journal forme une série ininterrompue de volumes, dont plusieurs de quatre et cinq cents pages, où Gérard notait tout ce qui traversait sa vie, les événements politiques, ses lectures, ses réflexions propres et ses pensées, les vers à lui et ceux de ses amis, les bons mots qu'il entendait, des anecdotes sur les contemporains en vue, des lettres reçues ou écrites et surtout, en mots amers, sa haine, sa haine féroce, tenace, implacable de Bonaparte. Elle va si loin cette haine qu'elle a fait du jeune admirateur de Lafayette et de Robespierre un ennemi acharné de la Révolution et un adepte fervent de la monarchie légitime. N'est-ce pas la République qui a créé Bonaparte? Pas un moment, Edmond Gérard n'a subi le prestige, ni du vainqueur de Marengo, ni du premier consul, ni de l'empereur triomphant. Il n'a jamais vu dans l'aventurier corse qu'un ambitieux faisant couler à flots le sang français et faisant peser sur son pays un despotisme odieux. Gérard en avait été victime, comme aussi il avait eu sa part des ruines que l'empire avait accumulées; dans les docks de Bordeaux, les navires sans emploi pourrissaient, le blocus continental avait paralysé le commerce; Gérard, le père, qui était armateur, avait été ruiné et en était mort de chagrin. Le fils avait dû accepter, pour vivre, une modeste place dans les bureaux des Droits réunis de Bordeaux.

Elle est épre la plainte du littérateur bordelais et sa conversion est complète. Il est revenu, non seulement de 93, mais de 89; il ne déteste pas seulement la République et les Jacobins; il déteste la monarchie constitutionnelle, le gouvernement parlementaire, la liberté de la presse, toutes les institutions libérales. Tous les maux de la France datent du jour néfaste où les Etats généraux se sont réunis à Versailles; le reste devait suivre nécessairement, fatalement. En dehors du rétablissement d'une autorité royale absolue, il n'est pas de salut pour la France.

C'est dans cette disposition d'esprit qu'Edmond Gérard assiste à l'invasion, à la Restauration, à la fuite de Louis XVIII devant la « capote grise » débarquant à Cannes, aux Cent-Jours, enfin, à la bataille de Waterloo qui abat définitivement l'idole dans un dernier massacre. Gérard est de cœur avec Wellington et Blücher; il salue en eux des libérateurs, car l'armée française n'est plus une armée nationale; c'est une armée de préloirs au service d'un César sans conscience; elle campe en France comme elle a campé en Espagne ou en Autriche, comme elle camperait partout où la conduira son maître.

Certes, il y a quelque chose de pénible à voir un Français écrire ainsi, mais il ne faut pas oublier qu'en 1814 ils étaient des centaines de milliers à penser de même, sinon à parler. C'était la revanche des émigrés qui, eux aussi, avaient été pendant si longtemps placés dans la triste condition de devoir se réjouir des malheurs de la patrie. Et c'est un crime, et non pas le moindre, à ajouter aux forfaits de Napoléon I^{er} que celui d'avoir ainsi séparé la nation française de son armée et d'avoir amené des honnêtes gens à souhaiter la ruine et la destruction de l'une pour le bien et le salut de l'autre. M. Charles Bigot le dit eloquemment dans la notice biographique sur Edmond Gérard dont il fait précéder le *Journal intime*.

C'est un honnête homme que Gérard. S'il n'a pas beaucoup de fixité et de suite dans les opinions, il est au moins sincère. Il s'est trompé, mais de si bonne foi qu'on lui pardonne quand on se rappelle que, suivant Cicéron, le plus difficile dans les troubles civils n'est pas de faire son devoir mais de le discerner.

Voilà pour la moralité du *Journal*. Quant à son in-

térêt, il est très grand. Les événements sont connus, mais il y a une grande saveur à les entendre conter par un témoin oculaire aussi loyal que Gérard et par un écrivain aussi délicat, ami de Maine de Biran, de Charles Nodier et d'Alfred de Vigny.

On nous annonce pour l'an prochain la publication d'extraits du *Journal* intéressant l'histoire littéraire, par les soins de M. Maurice Albert. Ce sera pour le retour du printemps et les feuilles nouvelles. En attendant, remercions M^{me} Jardel-Gérard et M. Charles Bigot de nous avoir donné, pour les soirées de décembre et janvier, une lecture aussi instructive et captivante que celle du *Journal* sur les deux Restaurations.

JEUNE HOMME ET CATÉCHUMÈNE, 2^e édition. Neuchâtel et Paris.

Ce volume, d'un extérieur soigné, est une série de citations recueillies par une mère de famille neuchâteloise à l'usage des jeunes catéchumènes garçons et empruntées surtout aux prédications. De là un défaut: une certaine monotonie; mais ce défaut est le seul. Les citations, d'une longueur raisonnable, sont heureusement choisies et heureusement groupées. Elles sont bien propres à faire réfléchir sérieusement le jeune homme, à le guider et à le soutenir, dans cet âge aussi charmant que dangereux de la jeunesse. Puisse ces appels incitantes, ces conseils expérimentés, ces encouragements chaleureux être lus et mis à profit non pas seulement par le public spécial auquel ils sont spécialement destinés, mais aussi par les parents. C'est un volume dont la lecture sera également fort à sa place dans le culte de famille.

La livraison de novembre de la BIBLIOTHEQUE UNIVERSELLE contient les articles suivants: Les manœuvres d'armées en France, par M. Abel Venglar. — Hérétiques naturels. Nouvelle, par Mme Jeanne Mairet. — La graphologie, par M. Auguste Glardon. (Seconde partie) — Neige et soleil. Paysages d'hiver à Leyzin, par M. H. Lecoulter. — Fleur de mauve. Nouvelle, par M. Philippe Monnier. (Seconde et dernière partie) — Crime et criminels, par M. A. de Verdillac. — Chroniques parisiennes, allemande, anglaise, suisse, scientifique et politique. — Bulletin littéraire et bibliographique. — Bureau de la Bibliothèque universelle: rue Grand-St-Jean, 2, à Lausanne (Suisse).

REVUE DE FAMILLE (8, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris).

Sommaire du numéro du 1^{er} novembre 1891: M. Jules Simon, de l'Académie française. Française. — M. Robert Vallier. Guilleminette (suite). — M. Henri Wolschinger. Une conspiration militaire sous le consulat (1802). I. — M. Adolphe Chénier. Mon carnet de chasse. — M. Charles Benoit. Casierier littéraire. — M. Henry Fouquier. Chronique. — M. Louis Sincère. Revue financière. — Supplément: Actualité. Livres nouveaux. Chronique immobilière.

DÉPÊCHES

Berne, 11 novembre. — Dans sa séance de ce matin, le Grand Conseil de Berne a confirmé comme députés aux Etats, MM. les conseillers d'Etat Eggli et Lienhardt.

Il a nommé greffier du tribunal cantonal, M. Merz, actuellement secrétaire du département de justice et police.

La conférence intercantonale du Simplon se réunit aujourd'hui à 3 heures, au Palais fédéral.

Bellinzzone, 11 novembre. — Les tentatives faites pour entraîner les conservateurs dans le mouvement référendaire contre les tramways ont échoué définitivement dans tout le canton.

Les comités constitués à Lugano, Locarno et Bellinzzone sont donc exclusivement formés des éléments radicaux extrêmes. Les listes circulent déjà.

A Locarno, le comité radical était hostile au référendum, de même la municipalité de Lugano, qui lancera une proclamation dans ce sens.

Le journal radical le *Vita Nova*, qui s'imprime à Genève, se prononce aussi pour la loi votée par le Grand Conseil.

On espère que la coalition des radicaux raisonnables et des conservateurs fera échouer la nouvelle agitation anti-patriotique soulevée par la *coda*.

Genève, 11 novembre. — Sauf changement ultérieur, la liste radicale-libérale sera composée comme suit: MM. Vautier, Fleutet

